

Flash Economie

28 février 2018 - 229

France : tous les gains de productivité affectés à la réduction du déficit public

Le débat sur la progression (ou l'absence de progression) du pouvoir d'achat des ménages est vif aujourd'hui en France. Mais il va falloir probablement se résigner à ce qu'il y ait absence de progression du pouvoir d'achat des ménages pendant plusieurs années :

- les gains de productivité sont faibles en France, et redresser les compétences de la population active, moderniser le capital des entreprises ou réindustrialiser prend du temps ;
- compte tenu du point de départ pour le déficit public de la France, des engagements pris de réduction du déficit, et des décisions déjà prises (baisse de nombreux impôts, hausse de certaines dépenses publiques), le besoin de réduction du déficit public d'ici 2022 est de l'ordre de 3 points de PIB ;
- les engagements (vis-à-vis de l'Europe, de l'Allemagne) de réduction du déficit public seront tenus ;
- ceci implique que la totalité des gains de productivité de la France sera affectée, d'une manière ou d'une autre, à la baisse du déficit public : il ne restera rien des gains de productivité pour soutenir le pouvoir d'achat.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

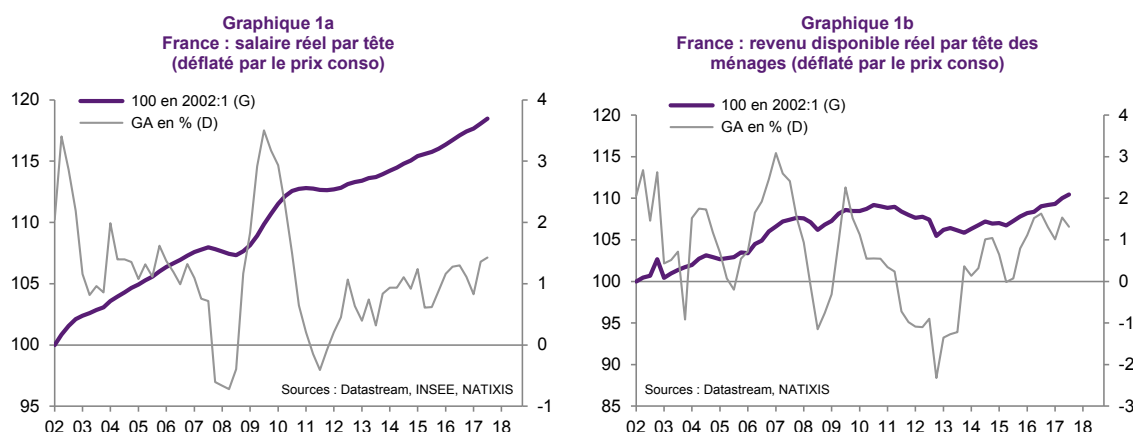
patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Quelles perspectives pour le pouvoir d'achat des Français ?

Les Français demandent aujourd'hui une hausse de leur pouvoir d'achat. Quand on regarde le salaire réel par tête (graphique 1a), le revenu disponible réel des ménages (graphique 1b), on voit qu'il y a depuis 2013 une hausse du pouvoir d'achat. Mais la perception est différente.



Peut-on anticiper une hausse plus rapide du pouvoir d'achat des Français dans les prochaines années ?

Gains de productivité et réduction du déficit public

1) Les gains de productivité sont faibles en France et devraient le rester

La productivité du travail augmente peu en France (graphique 2), et il est peu probable qu'il soit possible rapidement :

- d'améliorer les compétences de la population active (tableau 1) ;
- de moderniser le capital des entreprises (tableau 2) ;
- de réindustrialiser (graphique 3).

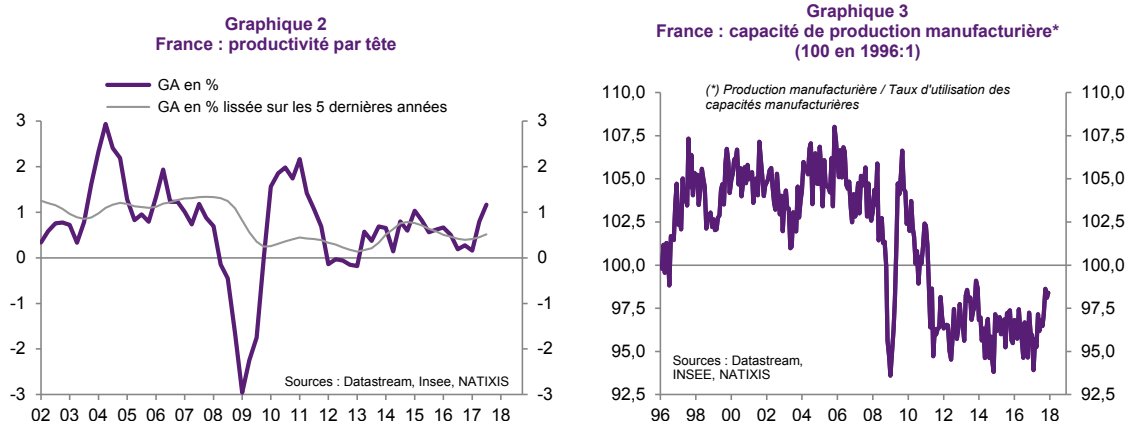


Tableau 1 : Enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (2016)

Pays	Score
Japon	292,8
Finlande	286,4
Pays-Bas	283,6
Suède	282,0
Norvège	281,1
Australie	278,9
Flandre (Belgique)	278,9
République Tchèque	277,6
Danemark	277,4
Slovaquie	276,9
Autriche	276,2
Nouvelle Zélande	275,9
Estonie	275,5
Allemagne	274,7
Canada	273,7
Corée	273,0
Royaume-Uni	271,6
Pologne	267,2
Irlande	266,3
États Unis	265,4
France	258,2
Slovénie	257,0
Israël	253,1
Grèce	252,9
Italie	248,8
Espagne	248,8
Turquie	223,0
Chili	213,1

Sources : OCDE, Natixis

Tableau 2 : Stock de robots industriels (pour 100 emplois dans le secteur manufacturier)

Année	Etats-Unis	Allemagne	France	Espagne	Italie	Suède	Corée	Japon
2002	0,68	1,37	0,70	0,64	1,02	0,94	1,04	2,77
2003	0,77	1,50	0,77	0,70	1,08	0,98	1,14	2,90
2004	0,86	1,64	0,86	0,76	1,16	1,08	1,23	3,03
2005	0,98	1,74	0,94	0,84	1,24	1,19	1,49	3,25
2006	1,06	1,85	1,02	0,92	1,29	1,24	1,69	3,08
2007	1,16	1,93	1,07	0,99	1,34	1,29	1,79	3,06
2008	1,26	1,94	1,12	1,04	1,39	1,38	1,94	3,04
2009	1,40	1,98	1,16	1,20	1,44	1,52	2,06	2,89
2010	1,50	2,08	1,23	1,25	1,50	1,55	2,51	2,84
2011	1,54	2,16	1,24	1,35	1,51	1,59	3,04	2,90
2012	1,60	2,18	1,24	1,40	1,50	1,63	3,38	2,96
2013	1,69	2,25	1,20	1,43	1,50	1,72	3,73	2,94
2014	1,80	2,35	1,20	1,43	1,55	1,84	4,08	2,84
2015	1,90	2,43	1,21	1,49	1,60	2,12	4,69	2,75
2016	2,03	2,51	1,27	1,51	1,61	2,29	5,50	2,76
2017*	-	2,66	1,26	1,56	1,67	-	-	-

(*) Estimation

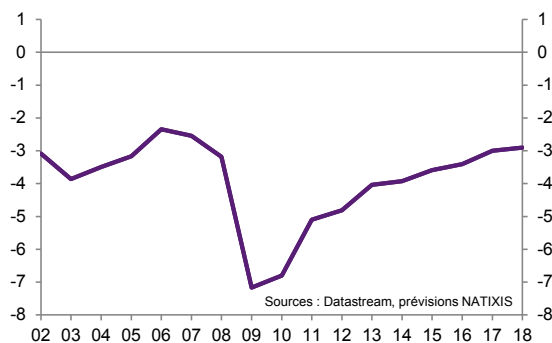
Sources : IFR International Federation of Robotics, Natixis

Probablement, les gains de productivité vont rester faibles en France.

2) Le besoin de réduction du déficit public est important

La France s'est engagée à ramener son déficit public (graphique 4) à 2% du PIB à la fin du quinquennat (2022), et cet engagement (vis-à-vis de l'Europe, de l'Allemagne...) est crédible.

Graphique 4
France : déficit public (en % du PIB valeur)



Parallèlement, le gouvernement français a décidé :

- de nombreuses baisses d'impôts (tableau 3) ;

Tableau 3 : France : principales baisses des prélèvements obligatoires en 2018 (en Mds d'euros)

Baisse des prélèvements obligatoires	Montant
CICE (hausse de taux de 6 à 7% en 2017)	-4,0
Création de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)	-3,2
Dégrèvement de 30% de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages	-3,0
Suppression de la contribution de 3% sur les revenus distribués (dont les dividendes)	-1,9
Taux de prélèvement forfaitaire unique de 30% sur les revenus du capital	-1,3
Extension de la baisse additionnelle du taux d'IS de 33,3% à 28% entre 75 000 et 500 000 premiers euros de bénéfices (PME)	-1,2
Elargissement du crédit d'impôt pour l'emploi de personnes à domicile	-1,0
Crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires	-0,6
Suppression de la 4 ^{ème} tranche de la taxe sur les salaires	-0,1
Total	-16,3

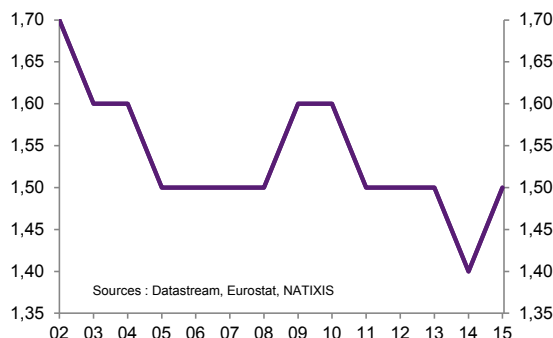
France : principales baisses des prélèvements obligatoires intégrées dans la trajectoire pluriannuelle des finances publiques (en régime de croisière en 2022, en Mds d'euros)

Baisse des prélèvements obligatoires	Montant
Baisse progressive du taux normal de l'IS de 33% à 25%	-11,1
Dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80% des ménages	-10,1
Exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires	-3,5
Suppression de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) au profit de l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)	-3,2
Suppression de la contribution de 3% sur les revenus distribués (dont les dividendes)	-1,9
Taux de prélèvement forfaitaire unique de 30% sur les revenus du capital	-1,9
Prolongation des dispositifs CITE, Pinel et PTZ	-1,4
Individualisation de l'IR	-1,3
Mesures micro-entreprises	-0,4
Suppression du CICE au profit d'une baisse pérenne de charges patronales sur les bas salaires	-0,2
Suppression de la 4 ^e tranche de la taxe sur les salaires	-0,1
Total	-35,1

Sources : PLF 2018, Natixis.

- **des hausses de dépenses publiques** : 50 Mds € d'investissements publics d'ici 2022 (digital, formation professionnelle...) ; hausse des dépenses militaires (**graphique 5**) jusqu'à 2% du PIB.

Graphique 5
France : dépenses militaires (en % du PIB valeur)



Un calcul largement consensuel est que, avec ces décisions, le retour à 2% du PIB en 2022 du déficit public de la France nécessite une baisse de 3% du PIB des dépenses publiques (ou une hausse d'autres impôts que ceux qui sont réduits).

Synthèse : tous les gains de productivité affectés à la réduction du déficit public de la France d'ici 2022

Plaçons-nous du point de vue des ménages. **D'ici 2022, en 4 ans, la productivité du travail va augmenter en moyenne annuelle de 0,7 à 1%, mais il faudra réduire le déficit public de 3% du PIB.**

Ceci peut se faire :

- **par la baisse des dépenses publiques** (ce qui réduira le revenu des ménages s'il s'agit de retraites, de transferts sociaux, de dépenses de santé...) ;
- **par le transfert au secteur privé de certains services publics**, ces services devenant alors payants pour les ménages ;
- **par des hausses d'impôts autres que ceux qui sont réduits.**

Dans tous les cas, les gains de productivité, dont les ménages auraient pu profiter, seront repris (par la baisse des dépenses publiques, la nécessité d'acheter un certain nombre de services auparavant financés par l'Etat, la hausse d'impôts divers).

Dans ce contexte, et sauf hausse peu probable des gains de productivité, il est difficile d'envisager une hausse du pouvoir d'achat des ménages français d'ici 2022.